

La religion de la catastrophe

par Henri Atlan, le 27/03/2010.

Devant la quasi-unanimité de la classe politique sur le climat, voilà que le Front national embouche les trompettes de la contestation du consensus, déjà existante mais encore très minoritaire à droite comme à gauche. Mais ce n'est pas parce que le FN s'empare d'un problème que le problème n'existe pas. Heureusement Claude Allègre et d'autres ont commencé à tirer la sonnette d'alarme. Je veux m'intéresser ici à la question des modèles. Il y a un problème de crédibilité des modèles de changements climatiques et des prédictions qui en sont déduites. Ces modèles concernent en effet un domaine - le climat - où le nombre de données disponibles est petit par rapport au nombre de variables qui sont prises en compte dans leur construction, sans parler des variables encore inconnues.

Cela implique qu'il existe un grand nombre de bons modèles, capables de rendre compte des observations disponibles, alors même qu'ils reposent sur des hypothèses explicatives différentes et conduisent aussi à des prédictions différentes, voire opposées. Il s'agit là d'une situation dite "des modèles par les observations", cas particulier de "sous-détermination des théories par les faits", bien connue des chercheurs engagés dans la construction de modèles de systèmes complexes naturels, où le nombre de données ne peut pas être multiplié à l'envi par des expérimentations répétées et reproductibles. Conséquence : les modèles sur les changements climatiques ne peuvent être que des hypothèses, mises en formes informatiques très sophistiquées mais pleines d'incertitudes quant à leur relation à la réalité ; et il en va de même des prédictions qui en sont déduites.

Le rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) ne fait pas exception et certaines de ces incertitudes y sont d'ailleurs mentionnées. Mais comme le rapport complet est supposé difficile à lire et à comprendre pour le grand public et les décideurs politiques, il est complété par un document plus bref de recommandations aux gouvernants. Et là, plus d'incertitude, sinon à l'intérieur d'une fourchette de quelques degrés prédisant l'augmentation de température moyenne de la terre à court et à moyen terme. Le résultat est la croyance aveugle en la valeur de vérité du modèle établi par les scientifiques experts du climat et le caractère inéluctable des prédictions plus ou moins apocalyptiques.

Cette croyance, reprise et amplifiée par des oeuvres et des discours à grand retentissement médiatique, a pris la forme dans une grande partie de l'opinion publique mondiale d'un dogme et d'une religion du "sauvez la planète", alors que celle-ci, qui en a vu bien d'autres, n'est pas en danger. Certes des glaces polaires fondent, certes des glaciers reculent après avoir avancé, certes des terres basses et des îles risquent d'être submergées dans un proche avenir, tandis que c'est un certain refroidissement qui menace peut-être d'autres régions du globe. Réunir ces données dans un modèle global est plus que risqué car rien n'est moins sûr que l'efficacité des mesures préconisées pour "sauver la planète".

Des changements du même ordre se sont produits dans le passé. L'importance des activités humaines dans les changements observés depuis quelques décennies est l'une

de ces incertitudes qui dépendent du modèle adopté. Même si la température moyenne augmente dans les décennies à venir, si tant est qu'il s'agit là d'une variable pertinente, il est loin d'être certain que la réduction de production de CO₂ soit une mesure efficace pour prévenir ce réchauffement global éventuel. On nous dit que malgré les incertitudes et même les erreurs qui ont pu être relevées, les conclusions restent ce qu'elles étaient. Mais cela ne fait que renforcer le doute sur la valeur de ces modèles : ils sont si complexes et sous-déterminés qu'ils conduisent aux mêmes conclusions malgré des modifications non négligeables des données.

Il faut reconnaître que l'expertise scientifique en situation d'incertitude est difficile. Peu d'experts ont le courage d'annoncer qu'ils ne peuvent pas répondre à la demande même en probabilité. La tentation est le plus souvent de donner quand même une réponse, soit pour rassurer, soit pour mettre en garde. Le sang contaminé a été un tournant. La tendance à rassurer qui semblait dominer auparavant s'est renversée en même temps que le fameux principe de précaution s'imposait de plus en plus.

Aujourd'hui, les experts préfèrent de loin être prophètes de malheur ; comme l'avait bien compris le prophète Jérémie, on risque moins à annoncer une catastrophe qu'une bonne chose car en cas d'erreur on pourra toujours arguer de ce que la catastrophe a été évitée grâce à ceux qui l'avaient annoncée. Le principe de précaution étant passé par là, émettre des doutes sur la catastrophe annoncée est déjà dangereux pour les experts de qui on attend certitudes et recommandations fermes.

Dans le cas présent, le GIEC a été constitué avec une mission bien précise, très orientée dès le départ vers ce qui devait être la conclusion de son rapport. Il s'agissait d'évaluer de façon claire et objective "les informations d'origines scientifique, technique et socio-économique nécessaires pour mieux comprendre les fondements scientifiques des risques liés au changement climatique d'origine humaine" pour ensuite en apprécier les conséquences possibles et envisager des mesures d'adaptation et d'atténuation. C'est dire que les risques en question et leur origine humaine sont d'emblée supposés être là et il ne s'agit pour le groupe d'experts que d'en apprécier les "fondements scientifiques" et d'en déduire des recommandations. On les voit mal dans ces conditions émettre des doutes sur la réalité même de ces risques ainsi définis. Cela aurait constitué, pour le coup, un risque certain d'être déconsidérés et de perdre toute crédibilité aux yeux des instances politiques qui leur demandaient leur avis.

Plutôt que de vouloir imposer des mesures qui risquent de mettre en danger le développement de pays émergents et en voie de développement ainsi que l'économie de pays développés au nom de cette nouvelle religion à vocation universelle, il vaut mieux s'attaquer aux problèmes d'environnements locaux, pollution atmosphérique des grandes villes, pollution des mers et des rivières par le surcroît de déchets dû à la surpopulation. L'épuisement à terme des ressources en énergies non-renouvelables est un problème en soi, qui ne met pas en danger la planète, mais qui doit être géré de façon raisonnable, sans culpabiliser leurs usagers, tout en préparant la transition, qui prendra encore quelques dizaines d'années au moins, vers le développement des énergies renouvelables.

Comme le disait un expert du climat en vue de la conférence de Copenhague, le

réchauffement climatique n'est pas vu de la même façon au Danemark et au Bangladesh, régulièrement confronté aux catastrophes naturelles amplifiées par l'état des villes et des campagnes. On pourrait en dire autant d'Haïti et d'autres pays pauvres. Plutôt que de tenter de prévenir des risques globaux incertains par des mesures globales à l'efficacité tout aussi incertaine, mieux vaut résoudre les problèmes localement en corrigeant ce qui peut l'être et en s'adaptant à ce qui ne peut pas être évité à court terme par des mesures d'urbanisation et de déplacements de populations si nécessaire.

Plutôt que "sauver la planète" sauver les populations dénutries et sans eau potable. Gérer raisonnablement la transition énergétique en permettant aux pays émergents et pauvres d'utiliser les énergies fossiles pour leur permettre de rattraper leurs retards tout en développant en parallèle les utilisations d'énergies renouvelables pour préparer l'épuisement des premières, inéluctable bien que dans un avenir encore bien difficile à déterminer avec certitude.

La religion écologique du "sauver la planète" risque de nous emporter dans des débordements idéologiques, non sans danger de totalitarisme, comme certaines gouvernances mondiales qui sont déjà préconisées ; tout cela évidemment pour le bien de l'humanité et au nom de "la science", comme ce fut le cas des idéologies totalitaires du XX^e siècle. Avec une nouveauté, toutefois, le "principe de précaution".

Même si les catastrophes annoncées ne sont pas certaines, nous dit-on, nous ne risquons rien à appliquer les mesures préconisées, au nom du principe de précaution. Mais c'est faux. Le développement des populations pauvres, et l'économie des sociétés de consommation à laquelle ces populations rêvent de parvenir sont en fait mis en danger par certaines de ces mesures. Le bon sens l'a emporté à Copenhague. Les applications du principe de précaution comportent toujours des risques, aussi difficiles à évaluer que ceux qu'il est censé prévenir. C'est pourquoi, en tant que principe général d'action, il se détruit lui-même.

Après tout, il n'est pas certain mais il est possible qu'existe le Dieu des théologiens. Le fameux pari de Pascal n'est pas autre chose qu'une application du principe de précaution, avec en plus une estimation des risques acceptés en pariant pour un gain bien plus grand, la félicité éternelle infinie. Appliquant le principe de précaution dans ce domaine, nous aurions dû tous depuis longtemps, avec en plus mauvaise conscience et culpabilité, nous résoudre à appliquer les mesures de restrictions et de renoncements de toutes sortes préconisées par les experts, c'est-à-dire les théologiens experts de Dieu, comme nos nouveaux experts le sont du climat. Heureusement ; il n'en a rien été. Espérons que les générations qui viennent seront aussi sages que celles qui nous ont précédés.

Henri Atlan, Biologiste et philosophe

Né en 1931, dirige le centre de recherche en biologie humaine de l'hôpital universitaire d'Hadassah, à Jérusalem, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) et membre du Comité national consultatif d'éthique de 1983 à 2000.